

Les Balkans à travers le XX^{ème} siècle

CHRONOLOGIE ET DOSSIER DE PRESSE

Chronologie :

1912 :

Guerre de libération remportée par la Bulgarie, la Serbie et la Grèce contre l'Empire ottoman

1913 :

Guerre entre la Bulgarie et la Serbie et la Grèce

1915 :

26 avril : Traité secret de Londres entre le Royaume-Uni et l'Italie, promettant à celle-ci la Vénétie julienne et une grande part de la Dalmatie en cas de ralliement aux Alliés

1918 :

30 octobre : le conseil municipal de Fiume se déclare italien

1919 :

23 avril : Wilson déclare qu'en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'Italie n'a aucun droit sur Fiume

29 juin : Accord secret entre la Grèce et l'Italie pour que cette dernière exerce un mandat sur l'Albanie

12 septembre : Occupation de Fiume par les *arditi* de Gabriele d'Annunzio

27 novembre : Traité de Neuilly entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et la Bulgarie

1920 :

Janvier : Création d'un gouvernement albanais hostile à l'Italie à Tirana

2 août : Traité amical entre l'Italie et l'Albanie

8 septembre : D'Annunzio proclame la « régence du Carnaro » à Fiume

12 novembre : Traité de Rapallo entre l'Italie et la Yougoslavie

1^{er} décembre : Déclaration de guerre de Fiume à l'Italie

1921 :

24 avril : Élections remportées par les autonomistes à Fiume

5 août : Accession d'Alexandre à la régence (Royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates)

1922 :

3 mars : Coup d'État fasciste à Fiume

1923 :

Juillet : Mussolini demande l'intégration de Fiume à l'État italien

1924 :

27 janvier : Pacte de Rome entre l'Italie et la Yougoslavie attribuant Fiume à l'Italie

1926 :

27 novembre : Pacte d'amitié entre l'Italie et l'Albanie d'Ahmed Zogou

1927 :

11 novembre : Traité d'alliance entre la France et la Yougoslavie

1928 :

Septembre : Ahmed Zogou est couronné roi des Albanais

1934 :

9 février : Pacte balkanique entre la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie

1939 :

8 avril : Instauration d'un protectorat italien en Albanie

1941 :

27 mars : Pierre II prend le pouvoir en Yougoslavie et forme un gouvernement nationaliste (antiallemand) dirigé par Simunić

6-18 avril : Invasion militaire de la Yougoslavie par l'Allemagne

10 avril : Proclamation de l'indépendance d'une Croatie comprenant aussi la Bosnie et l'Herzégovine, dirigée par Ante Pavelić, le chef des Oustachi

18 mai : Le duc de Spolète est proclamé roi de Croatie, mais son couronnement est reporté à la fin de la guerre

1944 :

31 août : Accord de collaboration entre le gouvernement yougoslave en exil de Subačić et Tito

20 octobre : Libération de Belgrade par les partisans titistes, avec l'aide de l'Armée rouge

Décembre : Proclamation à Tirana du gouvernement communiste d'Enver Hodja

1945 :

29 novembre : Tito proclame la République populaire fédérale de Yougoslavie

1946 :

Janvier : Proclamation de la République populaire d'Albanie

1947 :

22 septembre : Création du Kominform, avec la Yougoslavie mais sans l'Albanie

1948 :

Printemps : Rupture entre Tito et Staline

1949 :

Juillet : Accord financier entre la Yougoslavie et les Etats-Unis

1954 :

9 août : Traité d'alliance défensive de Bled entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie

Novembre : Tournée asiatique de Tito qui se rallie au camp du non-alignement

1958 :

Mai : Déclaration d'hostilité de l'Albanie à l'encontre de la Yougoslavie

1959 :

Mai : Longue visite de Khrouchtchev en Albanie pour rétablir de bonnes relations entre Tirana et Belgrade, sans succès

1961 :

Septembre : Première conférence des non-alignés à Belgrade, à l'initiative de Tito, Nasser et Nehru

Octobre : Crise diplomatique sino-russe autour du soutien de Pékin à l'Albanie

10 décembre : Rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et l'Albanie

1980 :

4 mai : Mort de Tito

1985 :

Mort d'Enver Hodja

1990 :

La Slovénie suspend sa participation au Fonds yougoslave de financement des régions sous-développées

Dissolution de la Ligue des communistes yougoslaves

Élections de Franjo Tudjman (Croatie), Slobodan Milošević (Serbie) et Alija Izetbegović (Bosnie-Herzégovine)

Août : La Krajina proclame son autonomie

Septembre : Suppression du statut d'autonomie du Kosovo

Octobre : La Slovénie et la Croatie proposent une recomposition fédérale décentralisée qui n'est pas adoptée

23 décembre : Référendum sur l'indépendance de la Slovénie

26 décembre : Proclamation de l'indépendance de la Slovénie

1991 :

23 mars : La Krajina fait sécession de la République de Croatie
19 mai : Référendum sur l'indépendance de la Croatie
29 mai : Proclamation de l'indépendance de la Croatie
25 juin : Réaffirmation de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie
27 juin-18 juillet : Intervention armée serbe en Slovénie (80 morts)
7 juillet : Rencontre de Brioni et accord sur le cessez-le-feu en Slovénie
Été : Début de guerre ouverte entre forces croates et milices serbes en Croatie
Septembre : Ouverture d'une conférence de la paix sur la Croatie à La Haye, sous l'égide de Lord Carrington
L'ONU vote un embargo sur les armes mais se refuse à intervenir
8 septembre : Référendum sur l'indépendance de la Macédoine
13 septembre : Référendum sur l'indépendance du Kosovo
15 septembre : Proclamation de l'indépendance de la Macédoine
Novembre : Sanctions économiques des douze membres de la CEE à l'encontre de la Yougoslavie
Les Serbes de Bosnie se prononcent par référendum pour l'indépendance envers Sarajevo
23 décembre : L'Allemagne reconnaît seule l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie

1992 :

Janvier : Stabilisation des fronts en Croatie
15 janvier : Les autres pays membres de la CEE reconnaissent l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie
21 février : L'ONU autorise l'envoi de 14 000 hommes en Croatie
29 février : Référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, boycotté par les Serbes
Février : Premiers affrontements interethniques en Bosnie-Herzégovine, dans la région de Mostar
6 avril : Reconnaissance de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine par les douze membres de la CEE
24 mai : Élection d'un Parlement et d'un président (Ibrahim Rugova) clandestins au Kosovo
Juin : Militarisation du problème kosovar
Mai : L'Église orthodoxe dénonce les buts pervers de la guerre et rallie l'opposition à Milošević
Août : La communauté internationale dénonce l'épuration ethnique en Bosnie

1994 :

Mars : Création de la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine

1995 :

Début de l'année : Arrêt des combats entre Serbes et Bosniaques en Bosnie
1^{er} novembre : Début des négociations de Dayton
Novembre : Renforcement officiel de la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine

1999 :

Mars : Début de l'offensive de l'OTAN contre la Yougoslavie
Juin : Occupation militaire du Kosovo par les forces de l'OTAN
Décembre : Mort du président croate Franjo Tuđman

2001 :

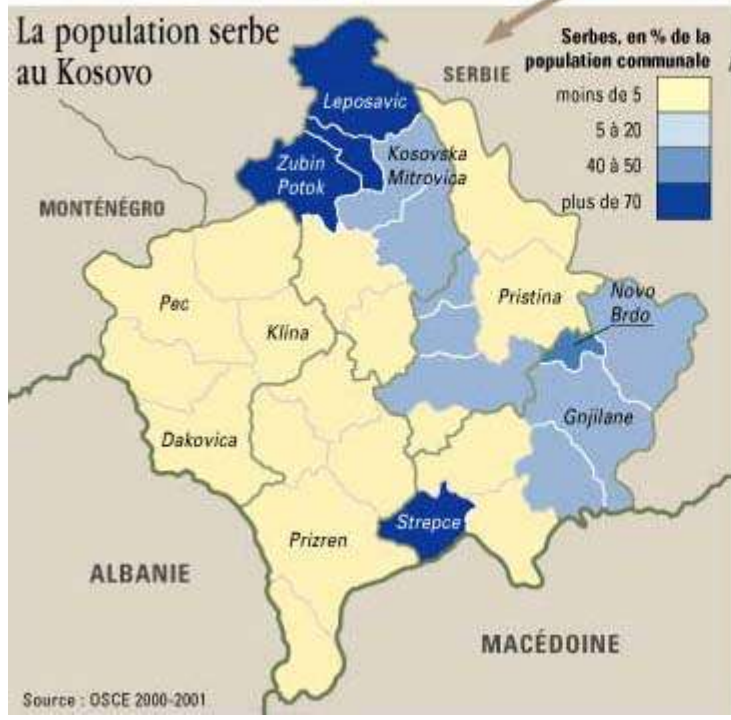
Août : Accords d'Ohrid

2006 :

21 mai : Référendum sur l'indépendance du Montenegro



Roberto GIMENO, Patrice MITRANO, mai 2003



- Principales populations :**
- Serbes
 - Croates
 - Musulmans
 - Slovènes
 - Albanais
 - Macédoniens
 - Monténégrins
 - Hongrois
 - Bulgares
- « Ligne de Dayton »

Article du *Monde diplomatique* (juillet 2006) :

Du Monténégro au Kosovo, la Serbie défiée

La sécession monténégrine et l'indépendance probable du Kosovo relancent la « question serbe ». Si l'Union européenne reconnaît l'indépendance du Monténégro, elle s'inquiète des réactions de Belgrade. « La Serbie est un partenaire-clé pour la stabilité et la sécurité dans Les Balkans », a souligné, à la mi-juin, Mme Ursula Plassnik, ministre autrichienne des affaires étrangères, dont le pays présidait l'Union européenne jusqu'au 1er juillet. Mais les négociations d'adhésion sont suspendues.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN

Le 5 juin, le Parlement de Serbie a « constaté » la sécession du Monténégro. La Serbie est ainsi probablement l'un des rares pays du monde à être redevenu indépendant sans l'avoir voulu. En effet, le référendum organisé au Monténégro le 21 mai a mis fin à l'union qui existait entre ces deux républiques, et la Serbie se trouve dans l'obligation de redéfinir ses frontières, son identité, et la nature même de son régime politique. Dès le lendemain du scrutin, M. Vuk Draskovic, ministre des affaires étrangères de la défunte Union de Serbie-et-Monténégro, a appelé à la restauration de la monarchie serbe. Quelques jours plus tard, le prince Alexandre Karadjordjevic se déclarait candidat au trône.

Pour la Serbie, 2006 a commencé comme une « année noire ». Le référendum monténégrin est survenu quelques semaines après la suspension des négociations entre le pays et l'Union européenne : le général (serbe de Bosnie) Ratko Mladic, inculpé par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), se cacherait toujours en Serbie. 2006 devrait également voir se décider le statut du Kosovo : Belgrade se prépare à perdre cette province placée depuis juin 1999 sous administration provisoire des Nations unies, ce qui pourrait entraîner une nouvelle vague d'exode des cent mille Serbes qui y vivent encore.

Alors que les guerres des années 1990 ont été menées au nom de la « Grande Serbie » – ou, du moins, au nom de la volonté de réunir « *tous les Serbes dans un même Etat* » –, la Serbie réelle n'en finit pas de voir son territoire se rétracter et son peuple se disperser entre un nombre croissant d'Etats (1).

Par bien des aspects, la sécession du Monténégro représente un non-événement. Depuis plusieurs années, ses relations avec la Serbie se réduisaient à peu de choses. L'Union créée en 2003 en remplacement de la République fédérale de Yougoslavie était une coquille vide : chacune des deux républiques avait son propre système fiscal, ses douanes et même sa monnaie – au Monténégro le deutschmark allemand, puis l'euro.

Pourtant, malgré la redécouverte récente de l'identité originale du Monténégro, les liens culturels et humains entre les deux républiques restaient importants. Lors du recensement de 2003, 30 % des citoyens du Monténégro se déclaraient de nationalité serbe (2). Concentrés dans les zones rurales du nord du petit pays, ils devraient, bien qu'opposés à l'indépendance, accepter la nouvelle situation.

Il existe en effet une « exception » monténégrine. A Cetinje, ancienne capitale royale du Monténégro et bastion indépendantiste, M. Petar Martinovic, un retraité, souligne un fait majeur : « *Les trois villes qui ont fait l'indépendance sont Cetinje, Rozaje et Ulcinj.* » A Ulcinj, commune très majoritairement albanaise, et à Rozaje, où les Slaves musulmans « boshniaques (3) » représentent l'essentiel de la population, les minorités ont soutenu massivement (entre 88 % et 91 %) le projet indépendantiste.

C'est la première fois dans l'histoire récente de la région que les minorités nationales d'un pays s'allient autour d'un projet politique avec la communauté principale. L'indépendance croate a reposé sur l'exclusion des Serbes du pays ; les Albanais de Macédoine n'ont jamais adhéré au projet d'Etat macédonien ; et seuls les Kosovars albanais veulent l'indépendance. Les partisans de celle du Monténégro défendaient le projet d'un Etat multiethnique et citoyen, qui ne peut exister sans l'adhésion de toutes les communautés. La déclaration d'indépendance, adoptée le 3 juin 2006, affirme ainsi que « *le Monténégro est défini comme une société civile, multinationale, multiethnique, multiculturelle, multiconfessionnelle, fondée sur le respect et la protection des droits et libertés de la personne humaine, des droits des minorités (4)* ».

Plus de deux cent mille Monténégrins vivent en Serbie : ils risquent de devenir apatrides, si le Monténégro ne leur octroie pas la citoyenneté. Beaucoup d'entre eux, devenus du jour au lendemain des étrangers dans le pays dans lequel ils vivent, risquent de surcroît de perdre leur emploi – ils étaient nombreux à travailler dans la fonction publique, le système judiciaire ou la police, occupant des emplois désormais réservés aux citoyens serbes. Pour eux, la rupture sera donc brutale : à l'instar d'une bonne part de la société serbe, ils perçoivent la sécession du Monténégro comme le départ d'une nouvelle « terre serbe ». Cette sécession risque de nourrir la « victimisation » dont souffrent de nombreux Serbes, et qu'exploite l'extrême droite, qui dénonce le « dépeçage » ininterrompu du territoire national.

Des ruptures plus tragiques se profilent au Kosovo. Dans les enclaves serbes, beaucoup se préparent déjà au départ. « *Je resterai ici jusqu'à la fin, je serai le dernier* » : la voix sourde, M. Dimitrije Vucic, l'un des sept cents habitants du village serbe de Velika Hoca – situé dans le sud-ouest du Kosovo, que les Serbes appellent Metohija –, n'est pas sorti de cette enclave depuis plus de sept ans. Le bataillon allemand de la Force de maintien de la paix au Kosovo (KFOR), la

mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) au Kosovo, a pris position sur les hauteurs, derrière un réseau de barbelés, pour protéger le village, une des dernières enclaves serbes dans le sud du Kosovo. Dans le reste de la région, il n'y a plus d'autres Serbes que les quelque cinq cents habitants du « ghetto » urbain d'Orahovac.

Ici, nul ne se fait vraiment d'illusions : une fois l'indépendance acquise, un nouvel exode vers la Serbie est certain. « *Les jeunes sont déjà partis, il reste deux filles à marier pour soixante-dix garçons. Même ma femme veut s'en aller, alors que nous n'avons rien en Serbie* », souligne M. Vucic. Comme beaucoup des habitants de l'enclave, cet ancien « président » du village sombre lentement dans l'alcoolisme. A Velika Hoca, il n'y a pas de travail, tout juste des champs et les quelques vignobles du célèbre monastère de Visoki Decani. Les habitants doivent cependant se contenter de cultiver les vignes situées à l'intérieur du périmètre de sécurité de la KFOR.

A quelques kilomètres, le monastère médiéval de Zociste a été entièrement incendié en 1999. Depuis deux ans, trois moines sont revenus y vivre, sous protection de l'OTAN. Ils reconstruisent peu à peu l'enceinte monastique. L'un d'eux se veut réaliste : « *Les Serbes d'Orahovac sont condamnés à fuir. Ceux de Velika Hoca pourraient rester si la KFOR leur assurait véritablement une protection satisfaisante. Nous, les moines, nous demeurerons autant que cela sera physiquement possible, pour assurer une présence de témoignage sur la terre du Kosovo.* »

Tandis que le nord serbe du Kosovo, contigu à la « mère patrie », rêve toujours d'une partition que la « communauté internationale » écarte formellement, toutes les enclaves serbes situées au sud de la rivière Ibar sont directement menacées ; au centre de la province (une quinzaine de villages autour du monastère de Gracanica), les ventes de propriétés se multiplient.

Les discussions directes entre Belgrade et Pristina, engagées à l'automne 2005 à Vienne, sous l'égide de l'émissaire spécial des Nations unies, M. Martti Ahtisaari, n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat. Aucun compromis ne semble pouvoir se dégager : les Albanais ne veulent entendre parler que d'indépendance, tandis que Belgrade est prête à envisager toutes les options possibles... sauf l'indépendance. La décentralisation du Kosovo devrait pourtant représenter un des enjeux essentiels de ces discussions.

Une extrême droite populaire

Pour garantir le maintien des Serbes, assurer des conditions de vie acceptables à ceux qui vivent dans le territoire et permettre aux déplacés qui le souhaiteraient d'y revenir, il faut en effet envisager la création de nouvelles communes serbes, viables et disposant de capacités importantes d'autoadministration. Aux exigences maximalistes de la délégation de Belgrade, qui revendique plus de vingt nouvelles communes, répondent les manœuvres dilatoires des Albanais, qui essaient de morceler au maximum les territoires à céder à ces communes (5).

Si la « communauté internationale » souhaite garantir une présence des communautés non albanaises au Kosovo, elle devra donc imposer cette décentralisation, quitte à la présenter aux représentants albanais comme le prix de l'indépendance. Faute de quoi, l'objectif proclamé d'un « Kosovo multiethnique » n'aura été qu'un vain mot. Mais certains signes indiquent que le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) se préparerait déjà à l'accueil de cinquante mille à soixante-dix mille nouveaux déplacés non albanais du Kosovo en Serbie (6).

Des déplacés du Kosovo, on en trouve déjà beaucoup dans le sud de la Serbie, comme aux environs de Vranje. Ainsi deux cent soixante dix-sept familles de Lipljan ont trouvé refuge dans la petite station thermale de Vranjska Banja. A côté de leurs maisons de fortune, un projet a permis d'édifier de grandes serres pour leur fournir un emploi : elles y produisent des salades et des oignons pour... les restaurants McDonald's. « *Nous sommes fiers de nous être battus contre les Américains et l'OTAN, les premières puissances militaires du monde. Un jour, nous reviendrons chasser les Albanais* », assène Mme Zorica Peric, représentante de la « municipalité en exil » de Lipljan et membre du Parti socialiste serbe (SPS) de feu Slobodan Milosevic. A voir les regards résignés des autres réfugiés, cette assurance ne semble pas partagée. Souvent issus de milieux ruraux, peu diplômés, les déplacés du Kosovo n'ont guère de chances de parvenir à s'intégrer dans une Serbie où le chômage frappe près du tiers de la population active.

« *Si les cent vingt mille Serbes qui vivent toujours au Kosovo fuient l'indépendance, nous ne pourrions pas faire face, ni socialement ni politiquement* », explique M. Radomir Diklic, ancien conseiller de la présidence de l'Union – dissoute – de Serbie-et-Monténégro, qui participe aux négociations de Vienne. « *Nous nous battons pour essayer de sauvegarder la présence serbe au Kosovo, mais les Albanais ne veulent pas négocier, et la communauté internationale ne cherche qu'à se débarrasser le plus vite possible du dossier. Pourtant, une Serbie croulant sous le poids de nouveaux réfugiés, déchirée par la crise économique et labourée par l'extrême droite n'a aucune chance de pouvoir regarder son propre passé avec lucidité ni de contribuer à la stabilisation de la région.* »

De fait, le spectre de l'extrême droite ne cesse de grandir en Serbie. D'après de récents sondages, le Parti radical serbe (SRS), toujours dirigé par M. Vojislav Seselj depuis sa cellule de La

Haye (7), pourrait espérer près de 40 % des voix. En ajoutant les 7 à 8 % dont est crédité le SPS, les tenants de l'ancien régime dictatorial pourraient obtenir la majorité parlementaire en cas d'élections anticipées. Lesquelles paraissent probables : selon certaines sources, le premier ministre Vojislav Kostunica préférerait démissionner et provoquer de nouvelles élections plutôt que de devoir personnellement signer la perte du Kosovo. De toute manière, son gouvernement repose sur une majorité extrêmement fragile dépendant du soutien, sans participation, des députés socialistes.

Si l'extrême droite nationaliste, qui dénonce officiellement l'« occupation » du Kosovo et se propose de « libérer » ce territoire, parvenait au pouvoir, toute perspective d'un accord négocié sur le Kosovo serait bouchée, ce qui ne manquerait pas d'entraîner une nouvelle confrontation directe entre la Serbie et la « communauté internationale ».

A Banja Luka, capitale de la Republika Srpska (RS) de Bosnie-Herzégovine, les réfugiés sont aussi légion. Ils viennent de Croatie, de Bosnie centrale, d'Herzégovine ou du Kosovo, et tous ont une histoire tragique à raconter. Parfois devenus officiellement des apatrides privés de nationalité, beaucoup se sentent simplement serbes. « Ici, tout le monde regarde vers la Serbie. Et, lors d'un match entre les équipes de football de Serbie et de Bosnie, nous sommes tous derrière l'équipe serbe », explique M. Milodrag Pavic, membre de l'association des jeunes journalistes de RS. « Je n'ai d'animosité contre quiconque, mais je ne me sens pas bosniaque : pour moi, ce pays n'existe pas. »

Pour nombre de Serbes qui y vivent, la Bosnie-Herzégovine demeure une construction artificielle, une coquille vide. Aussi, dès le 26 mai 2006, M. Milorad Dodik, premier ministre de la RS, a-t-il réclamé le droit d'organiser un référendum dans l'« entité » qu'il dirige, en prenant exemple sur le référendum monténégrin. M. Christian Schwarz-Schilling, le haut représentant de l'Union européenne, a aussitôt déclenché un tir de barrage, en soulignant qu'un éventuel référendum en RS serait contraire aux accords de paix de Dayton de 1995, qui garantissent l'unité de l'Etat de Bosnie-Herzégovine – même si celui-ci est divisé en deux « entités », la RS et la Fédération croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine (8).

Lors d'une réunion publique à Novi Sad, en Voïvodine, le 6 juin dernier, M. Dodik n'en a pas moins rappelé les arguments qui le font militer en faveur d'un référendum. Selon lui, 90 % des citoyens de la RS seraient favorables à une sécession. Or aucun principe de droit ne saurait les priver de cette possibilité, si cette dernière est accordée aux Kosovars (9). L'importance de cette prise de position tient à ce qu'elle vient d'un homme politique qui, dirigeant des sociaux-démocrates indépendants, s'est longtemps opposé aux dirigeants nationalistes de RS et faisait figure de « modéré ».

Le plus large consensus règne pour constater que l'Etat bosniaque actuel ne fonctionne pas, mais toutes les tentatives pour réformer la complexe mécanique institutionnelle prévue par les accords de Dayton ont échoué. Dans ces conditions, la campagne en vue des élections générales du 1er octobre prochain risque de tourner autour d'un seul thème : la sécession de la RS ou la suppression de cette entité, réclamée par les partisans d'une Bosnie réunifiée. Comme le souligne M. Senad Pecanin, rédacteur du magazine *Dani* de Sarajevo, la Bosnie est ainsi revenue au type de débat politique qui prévalait en 1996, voire à la veille de la guerre (10).

L'hypothèse d'une telle sécession, impensable il y a quelques années, regagne en crédibilité. Celle du Monténégro n'a certes pas de conséquences juridiques directes : il s'agissait d'une ancienne république fédérée ayant un droit reconnu à la sécession. En revanche, l'accession du Kosovo à l'indépendance créerait un précédent. Certains milieux diplomatiques pourraient aussi se rallier aux arguments des « majorités » : si plus de 90 % des personnes habitant actuellement au Kosovo sont albanaises et souhaitent l'indépendance, il en va de même en RS, dont près de 90 % des habitants sont serbes...

Cette logique pourrait vite conduire à une remise en cause de la quasi-totalité des frontières balkaniques, avec des risques incalculables, pour la Bosnie-Herzégovine comme pour l'ensemble de la région. L'option d'un « troc » – indépendance du Kosovo contre cession de la RS à Belgrade en guise de lot de consolation – risque donc de rallumer un nouvel incendie régional. Peut-on imaginer une large redéfinition de toutes les frontières de la région, fondée sur la création d'Etats « ethniques » ?

Ce serait oublier que la Serbie demeure toujours l'un des Etats les plus multiethniques des Balkans. Les minorités non serbes représentent approximativement 45 % de la population de la province septentrionale de Voïvodine, qui jouissait jusqu'en 1990 d'une large autonomie, fortement rognée sous le gouvernement de Milosevic. De même, la Serbie compte environ cent mille citoyens albanais dans la vallée de Presevo, limitrophe du Kosovo, et la population du sandjak de Novi Pazar se compose pour moitié de Slaves musulmans qui se disent aujourd'hui « boshniaques ». Il faut encore ajouter les petites communautés roumaines, bulgares et aroumaines de l'est de la Serbie, ainsi que les nombreux Roms.

Le SPS n'a pas renoncé à l'objectif de « Grande Serbie » – nom du journal du parti –, et il associe à ses revendications de réunification des terres serbes une hostilité raciste envers les minorités nationales de Serbie, présentées comme une « cinquième colonne ». En réalité, le vrai défi, c'est la reconstruction de l'identité serbe, qui doit intégrer deux paramètres : le caractère multiethnique de la société serbe et l'existence d'une question nationale serbe transfrontalière. Et l'alternative ne compte que deux termes : ou bien de nouvelles frontières, de nouvelles partitions, de nouveaux

déplacements de population, de nouvelles violences et même, très certainement, de nouvelles guerres ; ou bien l'intégration la plus rapide possible de l'ensemble de la région dans l'Union européenne, avec toutes ses conséquences, positives mais aussi négatives, pour les populations.

Cette intégration permettrait de relativiser les frontières entre les Etats et d'établir de nouveaux échanges et de nouveaux partenariats entre les différentes régions serbes des Balkans. Vue de Bruxelles, l'heure n'est sûrement pas à une intégration rapide ; mais, tout comme en 1991, lors de l'éclatement de la Yougoslavie socialiste, trop de frilosité politique pourrait avoir des conséquences dramatiques. Une chose est en tout cas certaine : la question nationale serbe n'est soluble que dans l'Europe.

JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN.

Jean-Arnault Dérens

Journaliste, co-rédacteur en chef du *Courrier de la Biélorussie*, auteur de *Kosovo, année zéro*, Paris-Méditerranée, Paris, 2006.

Laurent Geslin

Journaliste au *Courrier des Balkans*.

(1) Lire « **Lendemain amers pour les orphelins de la “Grande Serbie”** », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

(2) Lire Nedeljko Rudovic, « **Recensement : les Monténégrins minoritaires dans leur pays ?** », *Le Courrier des Balkans*, 8 décembre 2003.

(3) A l'époque de la Yougoslavie socialiste, on reconnaissait une nationalité « musulmane ». Actuellement, les membres de cette communauté se définissent comme « boshniaques » (*bosnjaci*) ; les « Bosniaques » ou « Bosniens » (*bosanci*) désignent les habitants de la Bosnie-Herzégovine, quelle que soit leur appartenance communautaire.

(4) Lire « **Le Parlement du Monténégro proclame l'indépendance** », 4 juin 2006.

(5) Lire Artan Mustafa, « **Décentralisation du Kosovo : nouvelles propositions albanaïses** », 25 avril 2006.

(6) *Politika*, Belgrade, 1er juin 2006.

(7) M. Seselj a été inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le TPIY en janvier 2003. Il attend toujours de passer en jugement.

(8) Lire « **Bosnie : l'exemple monténégrin ne vaut pas pour la Republika Srpska** », 31 mai 2006.

(9) Lire « **Bosnie : la Republika Srpska réclame son référendum** », 7 juin 2006.

(10) Lire Senad Pecanin, « **Débats sur un référendum en Republika Srpska : la Bosnie régresse de dix ans** », 6 juin 2006.

Article du *Monde diplomatique* (Juillet 2006) :

Rêves dangereux d'une « Grande Albanie »

« *Si le Kosovo est divisé, nous ne garantissons plus l'intégrité de ses frontières avec l'Albanie, ni celles avec la partie albanaise de la Macédoine* » : cette déclaration du ministre des affaires étrangères de l'Albanie, M. Besnik Mustafaj, en mars 2006, a provoqué un certain émoi dans les chancelleries (1). La définition du statut du Kosovo ouvre en effet la question des frontières balkaniques, et aucun sujet ne pourra plus être considéré comme tabou.

Le 21 mai au soir, dans les rues d'Ulcinj, la ville la plus méridionale du littoral monténégrin, les drapeaux monténégrins et albanais flottaient côte à côte. Le pays est devenu indépendant en bonne partie grâce au vote des minorités nationales. Les quelque cinquante mille Albanais de la petite république ont depuis longtemps adhéré au projet citoyen d'Etat monténégrin. Pour M. Ibrahim Cungu, ancien commissaire de police d'Ulcinj et dirigeant local du Parti social-démocrate, « *il est possible d'être albanais et citoyen du Monténégro* ».

Dans le monde albanais des Balkans, le cas du Monténégro est pourtant exceptionnel. En Macédoine, le règne de la méfiance intercommunautaire perdure. Les Albanais ont certes obtenu une reconnaissance de leurs droits politiques et culturels. Grâce aux accords d'Ohrid, qui ont mis fin, en août 2001, à des combats entre la police macédonienne et les groupes armés de l'Armée de libération nationale de Macédoine (UCK-M), ils sont désormais considérés, au même titre que les Macédoniens slaves, comme une « nation constitutive » de l'Etat macédonien. Dans toutes les communes où ils représentent plus de 20 % de la population, l'albanais est devenu deuxième langue officielle de l'administration. « *Avant 2001, les élèves albanais avaient du mal à intégrer l'université, maintenant la situation s'est améliorée* », reconnaît M. Afrim Kerimi, directeur du lycée albanais de Kumanovo.

Le conflit de 2001 a néanmoins laissé de profondes séquelles, et nombreux sont les déçus de la paix et les « demi-soldes » de la guérilla qui rêvent à nouveau d'en découdre. Une loi d'amnistie à géométrie variable nourrit ces rancœurs, et de nouveaux petits mouvements de guérilla, souvent liés à des intérêts purement mafieux, ne cessent d'apparaître, comme ceux qu'ont menés M. Avdil Jakupi, alias « commandant Cakalla », en 2003, ou M. Agim Krasniqi, dont les hommes ont occupé durant neuf mois, en 2004, le village de Kondovo, dans la proche banlieue de Skopje.

De même, les Albanais de la vallée de Presevo, en Serbie, restent insatisfaits de la paix. Ils voudraient surtout faire entendre leur voix dans les négociations sur le Kosovo, car ils craignent d'être les grands oubliés d'un nouveau règlement régional (2).

En 2001, les guérillas albanaises apparues en Macédoine et dans la vallée de Presevo étaient largement des répercussions du conflit du Kosovo. Les militants radicaux et les stratèges de la « Grande Albanie » entendaient même rappeler, en allumant des conflits « périphériques », que la question du Kosovo n'était pas réglée avec l'instauration du protectorat international. Si les décisions internationales sur le Kosovo n'allaient pas dans le sens souhaité par ces militants, il leur serait toujours facile de déclencher de nouveaux incendies.

pour les Albanais le désir de prendre une « revanche sur l'histoire » demeure vif. Le mouvement national albanais n'est apparu qu'à la fin du XIXe siècle, plus tardivement que les mouvements nationaux des autres peuples des Balkans. Après les guerres balkaniques de 1912-1913, le Kosovo a été partagé entre le Monténégro et la Serbie, cette dernière faisant également main basse sur une bonne part de la Macédoine. La conférence des ambassadeurs de Londres avait créé une « petite Albanie », grosso modo sur le territoire de l'actuelle Albanie. De nombreux Albanais sont donc restés en dehors du nouvel Etat.

Pour la rhétorique nationaliste albanaise, il conviendrait de distinguer deux notions : celle de « Grande Albanie » et celle d'Albanie « ethnique ». La première désignerait ainsi les terres qui ont, à un moment de l'histoire, été peuplées par des Albanais, voire par leurs ancêtres supposés, les Illyriens. A l'inverse, l'Albanie « ethnique » ne correspondrait qu'aux régions dont les Albanais forment actuellement la majorité de la population (3). Ce discours nationaliste pêche par un oubli majeur : celui des autres communautés nationales qui vivent, aux côtés des Albanais, dans les régions considérées.

Après les rêves dangereux de « Grande Serbie » et de « Grande Croatie », l'heure de la « Grande Albanie » est-elle donc venue ? Certains réseaux, aussi radicaux que marginaux, militent ouvertement pour cet objectif, mais il n'est pas certain qu'il jouisse d'une bien large adhésion populaire. Une forte méfiance prévaut toujours entre les citoyens de la République d'Albanie et les Albanais de l'ancienne Yougoslavie, longtemps séparés par l'histoire.

L'intégration européenne constitue la seule réponse au défi de la « Grande Albanie », tout comme à celui de la « Grande Serbie ». Si la perspective d'une unification nationale impliquant des changements de frontières est lourde de dangers pour l'ensemble de la région, la réalité d'une question nationale albanaise transfrontalière n'en demeure pas moins posée. Pour éditer un livre en langue albanaise, il est impératif de viser le marché de tous les lecteurs potentiels, en Albanie, au Kosovo, en Macédoine, au Monténégro et en Serbie. De même, un étudiant devrait pouvoir étudier à Tirana, à Tetovo ou à Pristina : cela suppose une bien plus large ouverture des frontières que celle qui existe actuellement.

JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN.

(1) Lire Bashkim Muça, « [Kosovo : Besnik Mustafaj veut-il la Grande Albanie ?](#) », 21 mars 2006.

(2) Lire Belgzim Kamberi, « [Les Albanais de la vallée de Presevo et les discussions sur le statut du Kosovo](#) », 6 avril 2005.

(3) Cette distinction est par exemple défendue par Rexhep Qosja, *La Question albanaise*, traduit de l'albanais par Christian Gut, Fayard, Paris, 1995.

Article du *Monde diplomatique* (janvier 2006) :

De la Fédération yougoslave aux protectorats européens

L'après-Dayton a-t-il commencé ? Outre le débat sur le statut du Kosovo, s'engagent les négociations d'adhésion ou de pré-adhésion entre l'Union européenne et l'ensemble des pays post-yougoslaves des Balkans de l'Ouest. Derrière l'autosatisfaction de façade, les impasses des protectorats posent les questions de la discrimination des minorités, mais aussi du rôle social des Etats dans la construction de l'Europe.

PAR CATHERINE SAMARY

Entre l'Union européenne et les Etats de l'ex-Fédération yougoslave, les grandes manœuvres commencent. Non sans mal, d'ailleurs. Les négociations d'adhésion avaient été bloquées avec la Croatie, à laquelle la procureure Carla Del Ponte reprochait son refus de coopérer avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Mais le grief a été enterré le 5 octobre 2005 avant même l'arrestation aux Canaries, le 8 décembre, du général Ante Gotovina, accusé de crimes contre l'humanité, pour permettre l'ouverture des négociations avec... la Turquie. La Macédoine a également acquis le statut de « candidat ». Bruxelles prépare avec la Serbie-Monténégro un accord de stabilisation et d'association, qui donnerait à Belgrade un statut de « candidat potentiel ». Ce même « statut » était refusé jusqu'au début d'octobre à la Bosnie-Herzégovine, pour « non-conformité » de la police de la Republika Srpska – l'« argument » a été abandonné pour faire accepter à cette dernière la renégociation de la Constitution issue, il y a dix ans, du compromis de Dayton.

« Le paradoxe de la situation dans les Balkans postyougoslaves, c'est que les pays qui auraient le plus besoin d'intégration européenne pour gérer leur multiethnicité sont précisément ceux qui sont le moins prêts pour elle, constate le chercheur Jacques Rupnik : essentiellement parce qu'il s'agit d'Etats en décomposition qui ne parviennent plus à contenir la violence organisée sur une partie de leur territoire et la déstabilisation de leurs voisins (1). » De fait, toutes les anciennes républiques yougoslaves ont désormais un statut de (quasi-) protectorat, régi par des textes de nature constitutionnelle qui les placent – sauf la Slovénie et la Croatie – sous le contrôle des grandes puissances (2).

Origines d'un démantèlement

Quand fut remise en cause la propriété sociale autogestionnaire, la question de l'Etat était – paradoxalement pour les libéraux – devenue centrale : quel Etat, sur quel territoire, allait s'approprier les devises du commerce extérieur ? Mais surtout, comment gagner l'appui de populations attachées à leurs droits sociaux ? Les courants non nationalistes libéraux, qui soutenaient l'ultime premier ministre yougoslave Ante Markovic en 1989, voulaient que la remise

en cause de l'ancien système sur des bases de compétition marchande et de privatisations se fasse au niveau fédéral. Cette logique fut défendue jusqu'en 1991, par le Fonds monétaire international (FMI) et les grandes puissances, hostiles à l'éclatement de la fédération – Allemagne et Vatican mis à part. Mais, pour les pouvoirs des républiques dominantes en Slovénie, Croatie et, de façon différente, en Serbie, c'est le dépeçage de la Fédération qui était à l'ordre du jour : la consolidation de ces Etats était un indispensable préalable aux privatisations pour que celles-ci se réalisent à leur profit.

La Slovénie préparait déjà sa monnaie avant de quitter, en 1991, le bateau qui coulait. Certes, contrairement aux autres républiques, elle ne comportait pas de forte minorité nationale. Mais ce n'est pas suffisant pour avoir un Etat prospère... La Slovénie fut, de tous les pays se réclamant du socialisme, celui qui appliqua le moins les préceptes libéraux au cours des années 1990 (3) : les résistances politiques et sociales initiales aux privatisations y étaient proportionnelles aux acquis de l'ancien système – niveau de vie élevé, 2 % de chômeurs à la fin des années 1980 (contre 20 %, par exemple, au Kosovo). Et L'Etat slovène n'a pas cherché à réduire les salaires et les impôts sur le capital pour attirer les capitaux étrangers au cours de la décennie 1990, en dépit des pressions de la Commission européenne...

Toutes les autres républiques étaient, comme la Yougoslavie, multinationales – et moins développées. La gestion bureaucratique du système avait engendré des gaspillages et encouragé le chacun pour soi, ce qui creusait les écarts de niveau de vie. La paralysie puis l'éclatement de la Fédération confrontèrent partout les communautés minoritaires aux politiques d'Etat imposées par la « nation » localement dominante, laquelle cherchait à consolider et, si possible, à élargir « son » territoire (4) et sa légitimation sur des bases nationalistes, au détriment des protections solidaires. Pis : au tournant des années 1990, les modifications des Constitutions entérinèrent des régressions de statut pour les communautés minoritaires. Et c'est pourquoi celles-ci boycottèrent ces révisions constitutionnelles.

Confrontées aux déclarations d'indépendance, les grandes puissances cherchèrent à « contenir » l'embrasement sur la base d'un seul critère (présenté comme « principe ») : le maintien à tout prix des frontières des républiques, une fois la dissolution de la Fédération reconnue comme partie intégrante du droit à l'autodétermination... Mise en place sur demande de la Communauté européenne, la commission présidée par le juriste Robert Badinter émit un avis favorable à la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Macédoine (où les partis albanais étaient associés au pouvoir). Elle engagea, en revanche, à la prudence face aux conflits en cours en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Il est vrai que le droit international ne comportait aucun « modèle » répondant aux questions posées. L'association de toutes les communautés concernées aurait dû prévaloir pour un traitement systématique et égal des questions nationales... Il n'en fut rien.

C'est ainsi qu'on poussa la Bosnie à organiser un référendum d'indépendance, dans l'espoir que ce dernier éviterait la guerre. Mais il fut boycotté massivement par les Serbes – pas par les Croates, Zagreb ayant choisi de ne pas annoncer publiquement sa volonté de construire un Etat séparé : l'Herceg-Bosna, symétrique à la Republika Srpska des Serbes... Et les puissances européennes, à l'instar des Etats-Unis, fermèrent les yeux lorsque la Croatie réduisit la population serbe à moins de 5 % au cours de l'été 1995. Les uns et les autres mirent en œuvre au cas par cas les « principes » – évolutifs – de la Realpolitik : il s'agissait de « contenir » les explosions (par des « plans de paix » évitant de s'engager dans les conflits) et de s'appuyer sur les Etats forts de la région (comme à Dayton) tout en cherchant à faire avancer les objectifs géostratégiques de l'heure : une politique de pompier pyromane...

Quand l'Allemagne décida de reconnaître l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, l'Union européenne se comporta en grande puissance en quête de « politique extérieure commune » : elle s'aligna, en janvier 1992, sur le choix allemand. Les Etats-Unis restèrent d'abord à l'écart, se réjouissant des difficultés européennes et onusiennes. Ils exploitèrent ensuite la crise en Bosnie, puis au Kosovo, pour assurer la redéfinition et le redéploiement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) après la dissolution du pacte de Varsovie (1991), sans pour autant s'engager au sol dans des conflits. La protection des populations, le respect et les droits des peuples étaient le cadet de leurs soucis.

A la conférence de Rambouillet, en février 1999, Belgrade soutenait les plans européens d'autonomie du Kosovo, contestés par les indépendantistes albanais. A l'inverse, les Serbes refusaient la présence au sol de l'OTAN, espérée par les Albanais (5). Plutôt que de reconnaître l'échec de la première phase de leur « table ronde », qui n'avait pas permis de véritable rencontre entre Albanais et Serbes, les gouvernements européens misèrent sur la politique « musclée » de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, qui elle-même misait sur l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Après trois mois de guerre, la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies établit le cessez-le-feu. Mais, comme les accords de Dayton, elle comportait des contradictions qui demeurent entières à ce jour : l'Alliance atlantique avait préservé son unité (cependant fragilisée, comme l'étape suivante, en Irak, le montrera) ; les Etats-Unis avaient pu établir une vaste base militaire à Bondsteel (dénommée aujourd'hui comme le Guantanamo local) ; mais le Kosovo, loin de devenir indépendant, était à la fois sous protectorat et province yougoslave.

Six ans plus tard, Washington a obtenu ce que M. Slobodan Milosevic lui avait refusé : le ministre des affaires étrangères Vuk Draskovic a signé, le 18 juillet dernier, un accord ouvrant le pays aux troupes de l'OTAN « *jusqu'à l'achèvement de toutes les opérations de soutien à la paix dans la région des Balkans, à moins que les parties en décident autrement* (6) ». Toutefois, Belgrade – contrairement aux Albanais du Kosovo – peut aussi se réclamer d'une résolution qui

maintient le Kosovo dans le cadre de l'ultime fédération entre la Serbie et le Monténégro... Et c'est pour préserver ces frontières – en « sauvant » la résolution 1244 – que, enlevant sa casquette OTAN pour mettre celle de l'Union européenne, M. Javier Solana a fait en sorte que le Monténégro demeure au sein de la Yougoslavie dirigée par M. Kostunica après la défaite de M. Milosevic en décembre 2000. Baptisé par les Serbes « Solanie », le compromis bancal pour maintenir un Etat de Serbie-Monténégro dans lequel Belgrade réaffirmait le Kosovo comme « province serbe » n'a rien résolu : ce statut reste plus que jamais irrecevable pour les Albanais – ce qui ne légitime pas en retour leur appropriation de la province sur le dos des non-Albanais.

Alternative confédérale

En réalité, au Kosovo comme en Bosnie, les institutions militaires et civiles du protectorat s'enlisent, faute de favoriser le « vivre ensemble » multiethnique et donc la responsabilisation des populations. Craignant un effet domino, les Occidentaux ont généralisé le système des protectorats, doublé d'un traitement hétérogène des droits.

Ainsi la Macédoine est-elle le seul Etat où, en vertu de la modification de la Constitution de 1991 suite aux accords d'Ohrid de 2001, un principe de double majorité – citoyenne à l'échelle du pays et nationale pour les communautés, indépendamment de leur nombre et de leur localisation spatiale – permet aux Albanais de faire obstacle à des mesures qu'ils jugent menaçantes (7). Une présence plus importante des Albanais dans les institutions comme la police, la gestion mixte des administrations locales et la promotion de l'albanais, notamment à l'université de Tetovo, ont favorisé un climat d'apaisement. Encore faut-il trouver du travail, dans sa langue ou dans une autre... Comme toutes les sociétés confrontées aux politiques néolibérales, la Macédoine connaît une crise sociale de plus en plus sérieuse, et un grand écart entre les populations et leur représentation politique. Là réside la faiblesse des accords d'Ohrid, en dépit de leurs acquis. La Macédoine rejoint sur ce plan la règle générale.

Combinée avec la recherche de liens confédéraux ou fédéraux entre voisins, la relativisation des frontières par l'augmentation des droits sociaux et nationaux à l'intérieur de chaque Etat a été, dans les Balkans, une orientation alternative avancée dans le passé. Elle demeure toujours actuelle (8). Un cadre européen fondé sur ces principes pourrait la favoriser. Mais celui de l'actuelle Union, avec ses réductions budgétaires, alors même qu'elle s'élargit, est au contraire explosif.

CATHERINE SAMARY.

Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, auteure de *La Déchirure yougoslave. Questions pour l'Europe*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(1) Cf. « L'Europe centrale et les Balkans à la recherche d'un substitut d'empire », dans *Entre Kant et Kosovo. Etudes offertes à Pierre Hassner*, sous la direction de Anne-Marie Le Gloannec et Aleksander Smolar, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

(2) Seul le Kosovo est un protectorat déclaré. Mais des textes ou accords à caractère constitutionnel rédigés et appliqués sous contrôle direct occidental régissent la Bosnie (accords de Dayton, 1995), la Macédoine (accords d'Ohrid, 2001), la Serbie-Monténégro (charte constitutionnelle de 2003). Des troupes étrangères sont présentes sur tous ces territoires, et tendent à s'europaniser.

(3) Cf. Jean-Pierre Pagé, Julien Vercueil, *De la chute du Mur à la nouvelle Europe*, L'Harmattan, Paris, 2004 ; et, sur l'approche globale Etats, propriété, rapports sociaux dans la transition yougoslave, lire *Revue d'études comparatives Est/Ouest* no 1-2, vol. 35, Paris, mars-juin 2004, p. 117-156.

(4) Cf. Yann Richard et André-Louis Sanguin (sous la direction de), *L'Europe de l'Est quinze ans après la chute du Mur. Des pays baltes à l'ex-Yougoslavie*, L'Harmattan, Paris, 2004, seconde partie : « Les pays de l'ex-Yougoslavie entre incertitudes et recompositions », p. 239-325.

(5) Cf. Joël Hubrecht, *Kosovo : établir les faits*, Edition Esprit, Paris, 2001.

(6) Cf. *Balkan Info*, no 102, Paris, septembre 2005, p. 10.

(7) Ce système découle de la suppression de la référence aux Slavo-Macédoniens comme seul peuple fondateur du pays.

(8) Il faut lire à ce sujet le numéro spécial de la revue *Revolutionary History*, « The Balkan socialist tradition », vol. 8, no 3, Porcopine Press, Londres, 2004. Cf. aussi « Explosion ou confédération », *Le Monde diplomatique*, mai 1999.

► Jean-Arnault Dérens, « **Le précédent contesté de l'intervention au Kosovo** », février 2003.

► Gabriel Kolko, « **Kosovo, succès militaire, défaite politique** », novembre 1999.

► Dossier : « Guerre dans les Balkans. Interminable démantèlement de la Yougoslavie », mai 1999.

► Thomas Hofnung, « La Bosnie à l'heure du « ni guerre ni paix » », septembre 1998.

► Svebor Dizdarevic, « Quand l'alliance atlantique se substitue aux Nations unies. Bosnie, la paix sans la démocratie », janvier 1996.

Catherine Samary, « La communauté internationale face à la guerre civile en Yougoslavie », septembre 1991.

Article de *The Economist* (25 janvier 2007) :

Radical in name only

Jan 25th 2007 | BELGRADE AND PRISTINA
From *The Economist* print edition

The Serbs vote for Europe, but not yet for Kosovo

AFP

AN EXAGGERATED pride in ethnic and religious identity is a familiar curse in the Balkans, and at first glance the Serbian elections that took place on January 21st confirm that the curse continues: the greatest share of the vote was won by the ultra-nationalist Serbian Radical Party, whose leader, Vojislav Seselj, is on trial before the United Nations war crimes tribunal in The Hague. A second glance is more reassuring: the real message of the election is that a majority of Serbs, including many who voted for the Radicals, favour moving the country forward on the path of European integration.

The question is how. All of Serbia's main parties were disappointed by the results, gaining less than they had hoped in competition with smaller parties. The conservative and nationalist

Democratic Party of Serbia, led by the outgoing prime minister, Vojislav Kostunica, took 16% of the vote; the more liberal, more pro-western Democratic Party of President Boris Tadic 23%; and the Radicals 28.5%.

But should the Radicals' relative success be interpreted as support for its traditional goal of a “Greater Serbia”, which would take in a large part of Bosnia, Croatia and, of course, the Serb province of Kosovo? Certainly that dream remains, at least on paper. But even if the Radicals were to control the government, which is unlikely, Serbia has no means to realise it. Indeed, quite a few of its voters were committed pro-Europeans who chose the Radicals as a protest against the other parties; others were the losers from years of war and economic turmoil. As one local analyst points out, the day of bellicose nationalism is over: the Radicals did better than Mr Tadic's party in traditionally liberal Belgrade because many voters believe that there is corruption in high places—and not because they want to go to war again.

The problem, which will doubtless take weeks to solve, is to how to form a coalition government reflecting this overall pro-Europe trend. “All bets are on,” says Ivan Vejvoda, who heads the Balkan Trust for Democracy. Yet the Radicals are very unlikely to be part of this process, unless asked to support a minority government, and, odd as it may seem for the biggest party (which they already were), they have no interest in being in government.

The reason is simple: they do not want to be remotely near to power if and when Serbia's southern province of Kosovo is lost to independence. Meanwhile, Mr Kostunica wants to remain prime minister and Mr Tadic would like someone from his party to be prime minister. Since there are some valuable privatisations coming up, and being in power means being able to put your party faithful in lucrative positions, there will be hard bargaining for ministerial posts. One possibility, with presidential elections due later this year, is that Mr Kostunica will retain his job in exchange for supporting another presidential term for Mr Tadic.

But even before the parties strike a deal, Serbia faces a major challenge. On January 26th Martti Ahtisaari, the former Finnish president charged by the UN with finding a solution for the problem of Kosovo, was to present his proposals to officials of the main countries concerned with the region. They include America, Britain, Russia and France. On February 2nd he will present them to the Serbs and Kosovars.

It will be a tricky task. Since 1999, Kosovo has been under UN jurisdiction, after Security Council Resolution 1244 ended the Kosovo war. Of Kosovo's 2m people, some 90% are ethnic Albanians bent on independence. Mr Ahtisaari's report is expected, without actually using the word “independence”, to support that goal. Serbia rejects this and publicly Russia, its fellow-Slav ally, does too.

In private, though, Russian diplomats are saying that “all options” are on the table. In other words, independence is indeed one of them. However, nerves are fraying. If Russia's president, Vladimir Putin, decides to veto any new UN resolution on Kosovo, then its

Albanian-dominated parliament could declare independence anyway, just as Croatia and Slovenia did in 1991, and hope that other states will recognise them.

For the diplomats this is the nightmare scenario. Unlike in Croatia and Slovenia, legal authority in Kosovo lies with the UN and its administration there. Kosovo is expecting a large EU-led mission to replace this and guide it on its Ahtisaari-defined path—but how could this happen if Russia vetoes a resolution to end the existing UN mission? “There is no plan B,” says one diplomat.

In the meantime, Fatmir Sejdiu, Kosovo's president, says that delay will only create “tensions” and “challenges”. He means violence. If that happens, the 17,000-strong NATO-led peacekeeping force might come under attack and the UN would almost certainly be ejected from the Serbian-dominated north. Once the Ahtisaari plan is revealed, the Balkans could be in for a long, hot time.

Article de *The Economist* (25 mai 2006) :

Enter Montenegro

May 25th 2006 | PODGORICA
From *The Economist* print edition

A minnow emerges

Reuters

FOR a country that has just voted to become independent it is surprising how many people are fretting. On May 21st Montenegrins voted to divorce from Serbia. Immediately after the first results were announced, the sky over Podgorica, the tiny capital, was lit up with fireworks. Jubilant crowds came out onto the streets. With their girlfriends perched precariously on car roofs, young men drove around town in victory laps. The next morning, Montenegrin television repeatedly showed Milo Djukanovic, the prime minister, celebrating with champagne.

And yet, as the festivities died down, a distinct note of complaint started to be heard—and not just from those who had voted to keep the union with Serbia. Serbia and Montenegro have been linked in the same state since 1918. Montenegro's secession is one of the last acts of the dissolution of the old Yugoslavia that began 15 years ago. It is not the very last. Within a year, Kosovo, the mostly ethnic-Albanian province that is technically part of Serbia (which Montenegro was not) will also probably gain its independence.

Several things were striking about the referendum. First was the absence of conflict or violent incidents, in a highly divided society. According to the official results, 55.5% voted for statehood, and 44.5% voted to keep the union. That is a solid margin by any standard. Pro-union leaders say that Mr Djukanovic's supporters cheated, and that they will not recognise the result. But although they will lodge formal complaints, independence now seems a fait accompli.

The European Union had insisted that, for recognition, more than 55% had to vote in favour. This figure was reached, but only just. Montenegro has only 672,000 people, so it took only a little over 2,000 to tip the result. Unionists say that the government somehow found a way of financing the return of thousands of Montenegrins from abroad who were in favour of independence. Some of this was sour grapes. Serbian railways gave free tickets to mostly anti-independence Montenegrins living in Serbia to go home to vote.

Despite its size Montenegro has significant economic potential, especially in tourism. Now, however, some hard realities are beginning to sink in. Many people who supported independence loathe the 44-year-old Mr Djukanovic, who has been in power for 17 years. They believe that too many people around him have got suspiciously rich over the past decade.

Mr Djukanovic's position is hardly under threat. Igor Milosevic, a political analyst, says simply that "Milo will be king now." An election will be held this autumn. The main opposition parties have lost their prime reason for existence, which was to preserve the union. Predrag Bulatovic, leader of the largest pro-union block, may now resign; if he does, the opposition will lose one of the few people able to turn the party into a normal post-independence, social-democratic party. In June a new party will emerge, led by Nebojsa Medojevic, an economist. He hopes to gather support on the basis that he is for independence but against Mr Djukanovic, whom he accuses of creating "a Colombia on the Adriatic, a paradise for tycoons."

Mr Medojevic surely exaggerates. And Mr Djukanovic is a phenomenally clever politician, with an unerring instinct for survival. In the early 1990s he was a Serbian nationalist. Today he is hailed by many as the man who delivered independence from Serbia. But now he needs to do something else: deliver the fruits of independence to ordinary people.

Many of Montenegro's economic indicators are good, but most people do not see the results. Average salaries are a mere €250 (\$300) a month, and unemployment is running at 18%. A good many Montenegrins were not all that worried about independence; they just wanted the issue resolved so that the government could start delivering something for ordinary people. There is a lot of work to be done in Europe's newest state, and it needs to be done fast if it is to join the EU any time soon.

Article de *The Economist* (4 mai 2006) :

Please let us join your club

May 4th 2006
From *The Economist* print edition

Renewed questions over the Balkans' future in the European Union

“SERBIA'S European future is under threat,” said Vuk Draskovic, the country's foreign minister, on April 28th. He was referring to the European Union deadline for the arrest of Ratko Mladic—the Bosnian Serb general who tops the wanted list at the war-crimes tribunal in The Hague—which expired two days later with Mr Mladic still at large. The deadline was originally the end of March, but was extended after promises by Vojislav Kostunica, the Serbian prime minister, to both the tribunal and to Olli Rehn, the EU enlargement commissioner. On May 3rd, Mr Rehn called off talks with Serbia. The gloom deepened when Miroljub Labus, Serbia's top negotiator with the EU, resigned, deploring his country's breach of promise. That may cripple the government and even lead to a new election.

The called-off talks are about a Stabilisation and Association Agreement, the first step towards EU entry. If Mr Mladic happens to be caught, even hours before May 11th, when the next round of talks had been scheduled, it is almost certain that they will go ahead after all. Yet few will dispute Mr Draskovic's assessment. And it is not just in Belgrade and Brussels that officials are fretting about Serbia. Alarms are sounding in Washington too.

In all the main western capitals, diplomats were until recently comparing notes over how to thank Serbia if it co-operates, both over Mr Mladic and over the future of Kosovo, which is supposed to be decided this year. Among the rewards mooted for handing over the general would be Serbia's admission to the Partnership for Peace, NATO's military-aid programme. As a sweetener for Serbian acquiescence in Kosovo's independence, plans had been drawn up to guarantee the status and property of the province's monasteries. Now the diplomatic talk is not about thanking Serbia, but about limiting the damage from a potential fiasco.

Why won't Mr Kostunica deliver Mr Mladic? The prime minister says he cannot find him. Some think he is reluctant to go after a man whom many Serbs see as a hero. And the stubborn, reputedly ill general will not surrender. A grim poll also shows that Serbia's best-liked political group is now the extreme pro-Mladic Radical party, with a 38% rating.

Also concentrating minds is a May 21st referendum in which Montenegrins will decide whether their tiny state should be independent, or stay linked to Serbia. If Serbia's European hopes were boosted by a Mladic handover, it would be a fillip for the pro-Serbian camp in Montenegro. The dashing of those hopes will give the anti-Serbian side new arguments. Indeed, some wonder if Mr Kostunica may be keeping Mr Mladic back to arrest him just in time to affect the poll.

But whatever the Montenegrins decide, western diplomats are reconsidering ideas that have underpinned their thinking about the Balkans—including the premise that, if countries behave well, they can join the EU. This year, negative signals have been sent by French and German

politicians, warning Balkan states not to count on their ultimate admission to the EU, even though they were promised as much in 2003. The effects of western Europe's flagging interest in the region are being felt. On April 26th, Bosnia's parliament failed to ratify constitutional changes that would be needed in order to join the EU.

Next spring, the office of High Representative, a kind of international governor for Bosnia, is due to be abolished, to be replaced by a gentler kind of persuasion, known in Brussels as “conditionality”. But unless the EU can deliver on its promises, that persuasion will not be very effective. In Washington, meanwhile, there are worries about the effects on the whole region of Kosovo's looming independence. As one American official says, setting Kosovo free while letting the Radicals take Serbia back into embittered isolation would hardly add up to a great success.